

*Politique économique*

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Si vous étiez au pouvoir, nous changerions peut-être d'idée.

**M. Stevens:** C'est la phrase la plus optimiste que j'aie jamais entendue. Selon le chef adjoint du NPD, son parti changerait peut-être d'idée s'il était au pouvoir.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** J'ai dit que si vous étiez au pouvoir, nous changerions peut-être d'idée.

**M. Stevens:** C'est à peine si je pouvais en croire mes oreilles, car j'en étais venu à la longue à penser que les députés néo-démocrates ne devaient sûrement pas croire toutes les sornettes qu'ils racontent à la population sur les méthodes d'intervention du gouvernement.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, le député m'autorise-t-il à lui poser une question? Lorsqu'il a pris la parole cet après-midi, il nous a blâmés d'avoir à l'époque de la coalition fait adopter des mesures qui selon lui auraient contribué à l'inflation. Puisqu'il remet cela ce soir, j'aimerais lui demander si son parti et lui-même trouvent à redire aux hausses de pensions et aux autres gains que nous avons réussi à obtenir lorsque le gouvernement était minoritaire.

**M. Woolliams:** C'est ridicule.

**M. Friesen:** Trouvez un meilleur argument.

**M. Stevens:** Si je pouvais seulement rappeler au député ce que j'ai dit cet après-midi...

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** J'étais là.

**M. Stevens:** ... j'ai dit que durant l'heureux petit mariage entre le NPD et le gouvernement libéral, les dépenses du pays ont grimpé en flèche. Ce qui est le plus regrettable, toutefois, c'est que l'inflation a doublé et même a plus que doublé durant ce mariage. L'aggravation des pressions inflationnistes durant cette alliance, a entraîné les complications dont nous souffrons maintenant: le chômage.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Ainsi vous vous opposiez aux hausses des pensions.

**M. Woolliams:** Ne soyez pas ridicule.

**M. Stevens:** Nous déplorons tous le chômage que nous connaissons aujourd'hui. Le député m'a interrogé sur mon attitude à l'égard des pensions. Il sait bien que je ne parlais pas de cela en parlant de la hausse des dépenses gouvernementales. Je parlais de la croissance de la bureaucratie et de la croissance des dépenses qui ont été favorisées durant l'alliance entre les néo-démocrates et les libéraux à la Chambre.

J'invite enfin les députés à appuyer la motion en paroles à mesure que le débat se poursuivra ce soir. Bref, le gouvernement actuel devrait commencer à parler franchement au peuple canadien. Il devrait nous donner une indication des objectifs qu'il entend poursuivre à l'avenir, comme nous le lui demandons, et laisser ensuite au peuple canadien le soin de juger si ces objectifs conviennent au Canada et si le gouvernement est bien celui qui peut nous aider à les atteindre.

[M. Stevens.]

**M. Paul E. McRae (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, depuis deux ou trois jours, surtout depuis la publication des dernières statistiques du chômage, beaucoup de députés ont fait preuve de pharisaïsme. Ces interventions ne nous ont toutefois pas beaucoup avancés. Comme le dit le *Globe and Mail* dans un article paru aujourd'hui, nous avons surtout eu affaire à des beaux parleurs qui ont prêché pour leur chapelle et qui ont tenu des raisonnements plutôt simplistes. Quelqu'un a proposé de réduire les impôts pendant un mois, mais ce n'est pas un député. D'une part on nous dit de ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier et de réduire les dépenses publiques, mais on nous conseille par ailleurs de fortes dépenses supplémentaires. On a répété qu'il suffisait immanquablement de se tracer une voie pour la suivre. On a proposé d'organiser une conférence; on a également préconisé des réductions d'impôt pour les sociétés et pour les particuliers. Ce sont là des solutions simplistes. Elles auraient peut-être été plus valables dans les années soixante car, à cette époque, l'économie n'était pas soumise à d'aussi fortes pressions que de nos jours et les problèmes avaient moins de ramifications; il était donc encore possible de résoudre le problème en prenant des mesures d'ordre monétaire ou fiscal, ou les deux. Les problèmes économiques que nous connaissons aujourd'hui sont très complexes et il ne sera pas facile de les résoudre.

En premier lieu, j'aimerais examiner cette question dans son ensemble et en situer certains éléments dont ont parlé les députés d'en face. Je ne les blâme pas pour ce qu'ils ont dit parce que nous pouvons identifier les problèmes. La difficulté, c'est de trouver les solutions. En second lieu, j'aimerais aborder le problème du chômage et l'étudier plus attentivement.

**M. Friesen:** J'aimerais que vous y fassiez quelque chose.

**M. McRae:** Sur le plan international, le gouvernement du Canada ne peut pas tout faire. Il y a certaines choses qu'il peut faire de concert avec les autres gouvernements, mais il y a des limites précises.

En 1973, le comité sénatorial des finances des États-Unis a effectué une étude sur les sociétés multinationales. On m'a appris que les sociétés multinationales avaient environ deux fois plus de liquidités que les gouvernements dont elles relèvent. Les gouvernements nationaux sont limités dans leurs entreprises. Tout gouvernement est limité parce que les liquidités des sociétés multinationales sont beaucoup plus mobiles. Ces sociétés peuvent transférer leur avoir beaucoup plus facilement que les gouvernements nationaux, même s'il s'agit d'organismes comme le FMI.

● (2020)

Le degré de dépendance du Canada est aussi très inquiétant, et cela me préoccupe. L'ampleur de notre dette, les 5 milliards par année que nous versons en intérêts, le déficit dans le secteur manufacturier qui est en partie compensé par la vente de matières premières, le problème que nous avons au niveau de la concurrence internationale, ce sont là certaines des difficultés auxquelles nous devons faire face.